Hommage à Habib Bennesaharoui
Christian Brodhag, 8/11/2026

Je suis accablé par la nouvelle de la disparition de El Habib Bennesaharoui, que je considérais comme un frère. J'ai trouvé en Habib une forme de confiance mutuelle d'une intensité que je n'ai jamais retrouvée avec la même force dans mes autres relations. Comme en témoignent les nombreux hommages qui lui sont aujourd'hui rendus, il incarnait une conception de l'autorité à la fois exigeante et bienveillante, deux qualités auxquelles je suis moi-même profondément attaché et qu'il savait traduire dans une posture managériale empreinte de mentorat.

Son autorité reposait avant tout sur la maîtrise des dossiers et la profondeur de son expérience. Il n'était pas homme de formules, mais de précision, de rigueur et de connaissance du concret. Sa curiosité intellectuelle le conduisait toujours au-delà des discours, vers la compréhension des réalités et la recherche de solutions.

Il avait également une remarquable capacité à articuler les différents niveaux d'action : le dialogue avec les responsables politiques et les ministres jusqu'à la connaissance des réalités du terrain. Cette approche exigeait bien davantage que la capacité à formuler une vision : elle supposait de savoir la traduire auprès de chacun des acteurs pour l'incarner dans le concret.

Ce que nous avons accompli ensemble me permet de témoigner de ses qualités. Il me paraît important de rappeler la portée de son action, et de mettre en lumière le rôle discret mais essentiel qu'il a joué dans les domaines que j'ai eu à connaitre.

Le numérique au service du développement durable.

Au début des années 1990, deux révolutions s'amorcent en parallèle : celle d'Internet et du Web d'une part, et celle du développement durable consacré au Sommet de Rio en 1992, de l'autre. Pourtant, leurs agendas étaient disjoints.

Je venais d'être nommé président de la Commission française du développement durable en 1996, et Corinne Lepage m'avait associé alors à la délégation française à la Commission du Développement Durable des Nations Unies à New York (CDD ONU). Le déséquilibre linguistique était évident : bien que les textes des Nations Unies (résolutions, rapports, documents de travail) soient obligatoirement traduits dans les six langues officielles (dont le français), ils n'étaient accessibles qu'en version papier à New York. Le site web des Nations Unies initié en juin 1995 n'existait alors qu'en anglais, excluant de fait les acteurs francophones des débats et de l'accès aux ressources essentielles.

L'accès à l'information sur le développement durable en langue française constituait alors un enjeu stratégique majeur. J'ai noué les premiers contacts avec l'Institut de l'énergie de la francophonie (IEPF) dont le mandat s'est élargi en 1996 à l'environnement. Dès son arrivée à la tête de l'Institut en 1998, j'ai partagé ma vision avec Habib.

Il m'a immédiatement apporté son soutien et celui de l'IEPF et a mobilisé l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (INTIF) pour relever le défi. De mon côté, je mobilisais l'Ecole des Mines où j'étais chercheur enseignant, pour initier un véritable projet structurant sur l'information francophone pour le développement durable.

Nous avons alors étroitement piloté le développement d'un réseau fondé sur une conviction commune : le renforcement des capacités devait aller de pair avec les usages du numérique. Il mobilisait les ressources et les réseaux institutionnels ; je développais les solutions opérationnelles.

Nous créons en 1998 Agora21.org, une plateforme de publication et de partage des connaissances. La collecte des documents des Nations Unies est menée avec détermination, jusqu'à contourner les barrières d'accès au site officiel. Agora21 devient la « bibliothèque

francophone virtuelle du développement durable », avec plus de 7.000 références numériques et près de 2,5 millions de pages lues en 2001.
Avec le soutien de l'IEPF et de l'INTIF l'organisation francophone du numérique, deux universités d'été sont organisées à l'École des Mines de Saint-Étienne en 1999 et 2000. L'objectif : structurer un réseau d'acteurs et renforcer les capacités numériques des acteurs engagés dans le développement durable.
En 2002 à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg (Rio+10), nous créons un site francophone, pour pallier les limites du site officiel dont l'interface uniquement en anglais et documents français peu accessibles et mal indexés. Après le Sommet nous lançons début 2003 Médiaterre, initiative mise en œuvre par l'équipe Agora21 et reconnue par les Nations Unies comme une initiative de type II.
En mai, le premier comité de pilotage de Médiaterre se tient à Ouagadougou, dans le cadre du Séminaire francophone sur « *L'information au service du développement durable* ». Parmi les participants figure Adama Samassékou, alors président du PrepCom du Sommet mondial sur la société de l'information. Médiaterre ouvre l'accès à une littérature francophone, notamment africaine, encore largement ignorée des moteurs de recherche. Google considérait alors Médiaterre comme un site de confiance et une agence de presse. Médiaterre est aujourd'hui toujours en activité. Sur toutes ces étapes Habib mobilisait moyen et réseau politique et institutionnel.

La responsabilité sociétale

Sur un autre sujet, qui sortait directement du mandat de l'Institut, il a fait preuve d'une grande réactivité. En 2005 débutaient les travaux de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations. A la première réunion en mars 2005 hors la France aucun autre pays francophone n'était représenté. J'ai saisi Habib.
Bien que la normalisation ISO sorte du champ institutionnel de l'OIF, Habib a choisi de mobiliser les moyens de l'Institut pour y faire entendre la voix de la Francophonie : constitution d'un réseau et financement des missions des experts. Le groupe francophone lancé grâce à son soutien a fini par rassembler jusqu'à 18 pays, et cette participation s'est révélée déterminante pour le contenu de la norme.

C'était bien là sa marque : aller sur des chemins nouveaux. Solidement enraciné dans les processus institutionnels, il savait pourtant sortir du cadre.

Tout au long de ces années s'est nouée une amitié, faite de complicité et de vision partagée.
Il m'a associé au comité de pilotage de l'IEPF, en m'en confiant même un moment la présidence. L'IEPF m'a aussi associé au renforcement de délégations africaines à la COP climat en éditant notamment des glossaires, puis même un dictionnaire, à animer des formations lors de Commission du développent durable (CDD ONU).
Puis nos positions respectives ont changé, je devenais en 2004 pour 4 ans délégué interministériel au développement durable et lui quittait le Québec pour rejoindre en 2006 le siège de l'OIF à Paris. Il dirigeait alors le Bureau de l'Administrateur Clément Duhaime, tout en étant conseiller du Secrétaire général de la Francophonie, le Président Abdou Diouf.

Rio + 20

En 2011, à l'approche de Rio+20, je prends contact avec Habib pour savoir comment la Francophonie envisageait de préparer cette conférence. J'avais en effet participé en 2001 à la préparation francophone du Sommet de Johannesburg, notamment à la réunion

d'Ouagadougou, où Habib m'avait confié les fonctions de rapporteur général. Mais à ce moment précis je n'avais plus aucun mandat.
Habib m'explique, que faute de moyens budgétaires, aucun processus préparatoire n'est alors envisagé. Je lui propose d'explorer la possibilité de mobiliser des financements locaux à Lyon. Il me donne son feu vert.
Je prends alors contact avec Bruno Charles, adjoint au maire de Lyon, qui mobilise Gérard Collomb. La Ville de Lyon accepte de soutenir l'initiative en accueillant dans ses locaux le Forum francophone préparatoire à Rio+20, les 8 et 9 février 2012, et apporte un soutien financier.
À partir de cet appui initial, Habib construit progressivement un réseau de partenariats qui a permis de donner à l'événement toute son ampleur. Le Forum tenu sous la présidence d'Abdou Diouf le secrétaire général de la francophonie réunit plus de 400 participants, parmi lesquels deux chefs d'État — les présidents du Congo et du Niger —, des ministres, des diplomates, des universitaires et des représentants de la société civile.
J'ai soumis à Habib une idée audacieuse : rédiger un texte non négocié à l'avance, mais issu d'ateliers préliminaires tenus sur place, et faire valider la version finale directement en plénière. En me faisant confiance, il a accepté de bousculer les codes de la diplomatie traditionnelle et prendre un très gros risque.
Deux journées d'ateliers ont permis de formuler des propositions concrètes pour l'« Appel de Lyon », un texte destiné à mobiliser l'espace francophone autour d'engagements fermes pour Rio+20. Durant le troisième jour, je me suis attelé à la synthèse de ces travaux afin de diffuser le projet de texte dès le soir, en vue des discussions du lendemain. C'était sans compter sur un blocage politique majeur : le Canada-Québec, opposé à un texte trop ambitieux, menaçait de faire échouer la conférence. Habib a habilement négocié la neutralité canadienne dans la salle, au prix d'un compromis : le texte perdait son statut de position officielle, mais la réunion était sauvée.
En parallèle, Geneviève Verbrugge préparait des amendements à intégrer directement au projet de déclaration finale de Rio alors en cours de discussion. Les pays pouvaient s'en emparer. L'un des amendements portait sur la dimension culturelle du développement durable, repris par l'Union Européenne il a été adopté dans le document final de Rio.
Le texte proposé a été amendé en plénière, j'animais le débat depuis la tribune et Habib rédigeait concrètement les amendements du texte. L'« Appel de Lyon », de Lyon a été adoptée par consensus.
De ces moments intenses, je conserve le souvenir d'une profonde complicité intellectuelle, d'un engagement sans faille de sa part et d'un sens de l'initiative hors du commun.

Sa famille était au centre de sa vie. Fawzia, sa fille, son fils et ses petits-enfants occupaient une place essentielle. Sa complicité avec Fawzia était nourrie d'une profonde estime réciproque et de valeurs partagées : leur couple était son ancrage le plus solide au milieu du tumulte de ses engagements.
Pour sa retraite, Habib agronome était revenu à la terre. Celle de son pays, le Maroc, auquel il était profondément attaché, mais aussi celle que l'on travaille, que l'on soigne et dont on apprend, au fil des saisons, à respecter les équilibres. Après avoir contribué à cultiver ce jardin commun qu'est notre monde, il avait imaginé et réalisé le sien.
C'est auprès de Fawzia, à quelques kilomètres de Marrakech, au pied de l'Atlas, qu'il avait choisi de poser ses valises. Après des décennies consacrées aux enjeux du développement durable,

aux responsabilités internationales et à des voyages que son dos supportait de moins en moins, il goûtait le plaisir simple et essentiel de cultiver son propre jardin.
Il y avait conçu bien plus qu'un jardin : un potager, un espace de permaculture et de multiples fleurs, où ses convictions prenaient corps au quotidien, dans les gestes les plus concrets. Quel plaisir il avait à le faire visiter, à commenter chaque plante, à partager des graines !
Loin de l'agitation des grandes rencontres internationales, Habib n'avait pourtant rien perdu de ce qui le caractérisait : il restait curieux du monde, fidèle à ses convictions et à ses amitiés. Dans ce jardin façonné de ses mains, il avait trouvé quelque chose de précieux : un lieu où ses engagements, ses racines et ses affections pouvaient enfin se rejoindre.
C'est là, au milieu des siens, qu'il a tiré sa révérence. Il laisse le souvenir d'un homme juste, qui aura eu une belle vie, et pour moi un ami irremplaçable.
Je pense très fort à Fawzia, à ses enfants et à ses petits-enfants. Puissent ces quelques lignes leur apporter un peu de réconfort et leur dire toute mon amitié et mon estime pour celui qui a été au cœur de leur vie, et qui nous a quittés si brusquement.